

Le point sur le G 15

Le 5 juillet dernier, le comité de site, c'est-à-dire la réunion des instances qui sont censées réfléchir à la reconversion de la base aérienne 112, s'est déroulé dans une ambiance plutôt tendue. En effet, les militants de l'association Vacarmes avaient été interdits de siéger par le responsable de l'assemblée, le sous-préfet de Reims, Jean-Jacques Caron. Ce dernier a décidé de resserrer le cercle des intervenants pour dégager le plus rapidement possible une ligne directrice, un projet clair, pour les 540 hectares de la base. Parmi ces décideurs, beaucoup s'inquiètent des retards accumulés depuis deux ans et la création de ce comité de site, notamment Catherine Vautrin, deuxième dans la liste de ce comité surnommé un peu pompeusement « G15 ». Participent à ces réunions, l'ensemble des parlementaires du département, les présidents des conseils régional et général, les maires des communes de Reims, Courcy, Bétheny, Brimont, Witry-les-Reims ainsi que les chambres consulaires (CCI, chambre d'agriculture et la chambre des métiers et de l'artisanat).

« Les citoyens ne sont pas des imbéciles »

Eric Fimbel, porte-parole de l'association contre un aménagement aéroportuaire à Reims dénonce les pratiques des acteurs politiques locaux.

LE 5 juillet dernier, lors du dernier comité de site portant sur l'avenir de la BA 112, une centaine de membres de l'association vacarmes « Vigilances, alerte et mobilisations citoyennes » avaient voulu s'inviter à la réunion. Ils sont restés à la porte.

Eric Fimbel, porte-parole de l'association a vu ce refus comme un nouvel affront.

« On se moque de l'avis des citoyens et des habitants. Voilà deux ans que le comité de site se réunit et force est de constater que rien n'avance. On se demande même si ce comité ne devrait pas être carrément dissous pour voir enfin les choses avancer. »

Il est vrai que depuis le début, les propositions n'ont pas manqué. Toutes les institutions y ont en effet été avec leurs paniers de

proposition sous le bras. Une chose est certaine, pour les 550 adhérents de l'association, hors de question de voir les pistes militaires de la base aérienne Marin La Meslée continuer à accueillir des aéronefs.

Hazan, Vautrin : même combat

« C'est trop, on entend parler de tout. Beaucoup semblent avoir définitivement choisi la voie de l'aviation d'affaires. Mais il est temps de consulter ceux qui pourraient en subir les conséquences, c'est à dire les habitants. Ils seraient bons que les élus réfléchissent à rendre service à la communauté et pensent moins aux prochaines échéances électorales. » C'est dit.

Dans un communiqué cin-



Eric Fimbel et son association regroupe 550 personnes. Elle ne fait pas partie du comité de site mais compte tout de même faire entendre sa voix dans les prochains mois.

glant, l'association étrille l'ensemble des intervenants participant au comité de site en renvoyant dos à dos la maire de Reims et présidente de Reims métropole et sa meilleure ennemie Catherine Vautrin, chef de file de l'opposition.

« En concurrence pour la mairie et pour les prochaines législatives, Mesdames Hazan et Vautrin préparent le territoire à un beau gâchis pour satisfaire soit leur envie de prestige et de gran-

deur, soit les déplacements privés de quelques riches privilégiés qui ne se déplacent qu'en avion (...) On veut un joujou soit pour son prestige ou ses amis ».

Jean Maillet, directeur de cabinet de la maire en prend aussi pour son grade après une phrase qu'il aurait tenue lors du dernier comité de site.

« M. Maillet a d'ores et déjà annoncé des nuisances du lundi au vendredi, aucune la nuit. C'est

donc que les choses sont décidées mais que l'on essaie de nous servir le plat le plus tard possible afin qu'il n'y ait aucune porte de sortie », poursuit Eric Fimble.

Difficile donc de démêler le sac de nœuds autour de ces réunions de comité de site.

Certains responsables de Reims Métropole commencent même à avancer le terme de « catastrophe annoncée ».

T.D.